

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN\* : ENM

3<sup>ème</sup> concours

DATE : 7/06/2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

droits de  
en gisant  
la partie  
l<sup>re</sup> de  
la

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0003

NOTE

12 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : 4

COMPOSITION DE droit civil ou procédure civile

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)

\* Rayer la mention inutile

A l'occasion des vœux présentés  
lors de la rentrée solennelle de la Cour  
de cassation, Monsieur le Premier  
Président de la Cour de cassation s'est  
interrogé sur les causes de la défiance  
des citoyens à l'égard de la justice.  
Cette même interrogation a présidé ses  
propos introductifs des débats relatifs à  
"la place de l'autorité judiciaire dans

Il est interdit aux candidats de signer

I. Un juge

Pour qu'il  
au respect  
sont a  
c'est

n'en est rien.

En effet si l'autorité de la chose jugée est attachée et exercée dès la prononciation du jugement, il n'en est pas pour autant exécutoire de droit. Selon qu'il aura été rendu en 1<sup>er</sup> ressort ou en 1<sup>er</sup> et dernier ressort, il demeurera fragilisé par l'exercice d'une voie de recours ordinaire qui est par nature suspensive d'exécution. L'exemple type est l'appel. L'exercice de cet appel, et ce dans le but de préserver les droits de la partie qui a succombé en première instance, ne permet pas en principe de mettre à exécution un jugement. Il n'en est autrement que s'il est possible de se passer de la force de chose jugée, à savoir lorsque l'exécution provisoire est de droit, lorsqu'elle est volontaire ou encore lorsqu'elle a été sollicitée et accordée par les premiers juges. Dans tous ces cas exceptionnels, il convient de rappeler que l'exécution d'un jugement provisoire se fait avec risques et périls des créanciers et que le juge de l'exécution est compétent pour

nos institutions". Il est constaté que l'absence de coté de la justice constitue l'une des prévisions qui lui est faites. Aussi est-il légitime de considérer qu'après une longue contestation judiciaire, l'obtention d'un jugement soustrait le glas de cette époque. Pourtant il

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

intervenir à ce stade.

Néanmoins la Cour européenne des droits de l'homme rappelle que "l'exécution d'un jugement (...) doit (...) être considérée comme faisant partie intégrante des procès au sens de l'article 6-1<sup>er</sup> de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont la France est signataire. C'est pourquoi l'exécution d'un jugement doit être garantie au même titre que toute décision de justice (CEDH *Hornsby c/ Grèce* 13 mars 1997) notamment pour assurer la protection des créanciers, éviter les manœuvres dilatoires et renforcer l'autorité des décisions de justice. C'est la raison pour laquelle le pouvoir réglementaire, essentiellement compétent en matière de procédure civile, a permis de rendre plus effective l'exécution d'un jugement. La juridiction d'appel peut ordonner l'exécution provisoire en faveur des créanciers comme la suspendre au profit des débiteurs. Dans le même temps l'évolution de la procédure civile tend à permettre aux juges de sanctionner la non exécution d'un jugement.

D'un jugement exécutoire (I) la procédure civile passe vers tout jugement exécutoire (II) : une conception selon laquelle

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

## I. Un jugement exécutoire :

Pour qu'un jugement soit exécutoire, il est soumis au respect de certaines conditions (A) qui lorsqu'elles sont réunies n'ont pas à cette exécution un caractère contrôlable (B).

### A - Les conditions pour qu'un jugement soit exécutoire.

Si l'autorité de la chose jugée existe dès la prononciation du jugement (article 480 du Code de procédure civile dit "CPC"), la formule exécutoire qui y est apposée ne suffit pas à lui donner force de chose jugée, force seule à même de rendre le jugement exécutoire. En effet cette force de chose jugée n'interviendra qu'à l'expiration d'une voie de recours suspensive. Pour qu'il y ait un tel épuisement, encore faut-il que la décision concernée soit notifiée et que le délai de recours soit écoulé (1 mois en appel en matière contentieuse, 15 jours en matière gracieuse - article 538 CPC). Cette notification est également de fait de départ aux intérêts légaux.

Par exception l'exécution provisoire peut être de droit c'est à dire qu'elle opère automatiquement dès la prononciation de la décision (article 514 CPC) : c'est le cas des ordonnances du juge de la mise en état qui accordent au

## ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

### FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

crancier une provision, des ordonnances de référé, des mesures provisoires en matière de divorce ainsi que des jugements du juge de l'exécution. A défaut d'être automatique, l'exécution provisoire peut être ordonnée par la juridiction de jugement lorsqu'elle est estimée nécessaire et compatible avec la nature de l'affaire (article 515 CPC). Enfin cette exécution provisoire découle de l'exécution volontaire et sans équivoque de la partie ayant succombé.

Il convient de rappeler que dans tous ces cas exceptionnels, l'exécution provisoire se fait aux risques et périls du créancier surtout en cas d'exercice d'une voie de recours.

#### B - Une exécution contrôlable :

En cas d'exercice d'une voie de recours ordinaire, le créancier peut se retrouver dans une délicate situation. Une jurisprudence plus que centenaire, fondée sur la théorie du risque (req. 27 avril 1864), affirme que l'exécution d'une décision de justice exécutoire à titre provisoire "n'a lieu qu'aux risques de celui qui la poursuit, à charge par lui, si le titre est ultérieurement modifié, d'en réparer les conséquences dommageables".

Pan arrêté d'Assemblée plénière du 24 février 2006, la Cour de cassation a rappelé ce principe directeur rattaché à l'article 31 de la loi du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution et non à l'article 1382 du code civil soulignant de ce fait le risque, sans faute des créanciers, qui pèse sur ce type d'exécution. En cas de réformation ou d'annulation de la décision de justice, l'exécutant devra, outre la restitution, la réparation de tous dommages causés y compris en l'absence d'exécution forcée.

Toujours avec l'aval de la Cour européenne des droits de l'homme qui faisait aux Etats une obligation positive de mise en place d'un système effectif permettant d'assurer l'exécution des décisions judiciaires définitives entre personnes privées, la France avait mis en place un Code des procédures civiles d'exécution. Aux termes de son article L 153-1, l'Etat est tenu de prêter son concours à l'exécution des jugements et des autres titres exécutoires. En cas de refus, la victime de ce refus a droit à réparation de son préjudice qu'il importe à la justice administrative de connaître. La procédure civile d'exécution a été réformée par deux lois successives les 21 avril 2006 (vol et saisies immobilières) et 13 décembre 2011 (loi portant

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE  
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

réforme du Code des procédures civiles d'exécution). L'ensemble de ces réformes consacrant la place du juge de l'exécution qui est le Président du Tribunal de grande instance ou l'un de ses délégués (L213-5 du Code de l'organisation judiciaire). Il est saisi en premier ressort des oppositions sur les saisies d'un tiers et des saisies immobilières. En matière d'astreinte provisoire dont la liquidation est demandée, la Cour de cassation estime que ce juge a l'obligation d'en liquider le montant en tenant compte, en application de l'article L131-4 du code des procédures civiles d'exécution, "du comportement (...) et des difficultés" que le débiteur a pu rencontrer pour l'exécuter (2<sup>ème</sup> civ. 1<sup>er</sup> février 2015). La situation du débiteur peut être faite au juge, et lui accorde, une certaine marge de manœuvre face à son jugement en principe exécutoire.

## II - Les jugements exécutoires :

Dans le but d'assurer au créancier ou à la partie qui serait en droit de réclamer l'exécution de ce qu'elle considère lui être due, un jugement - au sens de décision judiciaire - peut être exécuté ou mis à exécution. Afin de préserver

les droits de l'ensemble des parties, le droit civil envisage tout les difficultés d'exécution (A) - mouvement qui profite au débiteur - que le souhait de voir exécuter la décision de justice au bénéfice des créanciers (B).

### A - L'exécution difficile des jugements

L'aménagement de l'exécution forcée peut prendre des formes différentes. Il convient de préciser que l'exécution forcée peut être retardée : c'est notamment le cas lorsque le juge octroie un délai de grâce au débiteur en application de l'article 1244-1 du code civil. Ce délai leur bénéficie compte tenu de sa situation et dans une limite de deux ans. Les besoins des créanciers ne sont pas ignorés ; la dette si elle peut être reportée peut également être que réordonnée et subordonnée à la constitution d'une garantie. Cette décision suspend toute procédure d'exécution des jugements. Cette prise en compte des intérêts du débiteur se rencontre également en matière de sursis de paiement des radicaux (articles 130-1 et suivants du Code de la consommation) : le pouvoir relève en l'absence d'une commission de sursis de paiement.



## ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

### FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

L'exécution provisoire peut également être ordonnée. Deux cas de figure se posent : soit l'exécution provisoire a été initialement ordonnée, soit elle était de droit. Dans le premier cas si cette exécution provisoire risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives, le Premier président de la Cour d'appel est compétent en cas d'appel; le juge ayant rendu la décision concernée le sera en cas d'opposition. Dans le second cas les options ou raisons avancées au profit du débiteur sont plus limitées : l'exécution ayant été estimée être de droit il est logique que sa reformation obéisse à des conditions plus strictes. C'est pourquoi non seulement, dans la même optique que le premier cas, l'exécution doit risquer d'entraîner des conséquences excessives mais encore elle doit avoir manifestement violé le principe du contradictoire ou l'article 42 du Code de procédure civile (article 524 CPC). Dans tous les cas le juge ou le Premier président de la Cour d'appel peut subordonner l'action d'exécution de ces mesures à la consignation <sup>ou à la constitution</sup> d'une garantie (articles 517 - 522 CPC).

Dans cette matière, le Premier président statue en

référé et ses décisions ne sont pas susceptibles de recours. Il en est de même lorsqu'il statue sur l'exécution d'un jugement à la demande du créancier.

### B - L'exécution du jugement au bénéfice du créancier

Lorsque l'exécution du jugement se fait au bénéfice du créancier, cela signifie qu'il est dans l'attente d'une chose de chose jugée à venir et qu'il demande au juge que l'exécution provisoire soit <sup>se retrouve dans deux hypothèses :</sup> avancée. Ce cas de figure V : le premier juge saisi le lui a refusé ou alors il n'avait pas pensé à la solliciter.

Dans ces deux hypothèses la demande relève de la compétence du Premier président de la Cour d'appel ou, s'il est saisi et, dès qu'il est saisi, jusqu'à l'ouverture des débats oraux, au conseiller de la mise en état (articles 525 et 525-1 CPC).

Rejoignant une volonté de rendre une certaine autorité aux décisions des juges du fond, un mécanisme original et dont la conventionnalité a été reconnue (CEDH N. c. France du 9 janvier 1955) a été organisée. Lorsque l'exécution provisoire est de droit ou lorsqu'elle

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

a été ordonnée et qu'elle n'a pas été exécutée, l'article 526 du Code de procédure civile prévoit la radiation du rôle à titre de sanction en cas d'appel. Il en est de même si la consignation n'est pas établie. Cette sanction ne peut être prononcée qu'à la demande de l'intime. Si la Cour européenne l'a estimée conventionnelle c'est en raison de la faible portée de la sanction : en effet cette mesure n'entraîne que suspension de l'instance. Elle permet donc sa réinscription au rôle sur justification de l'accomplissement des diligences, à savoir l'exécution du jugement ou la constitution de la garantie. En outre cette sanction est écartée si l'appelant justifie que dans l'impossibilité d'exécuter la décision ou encore si son exécution entraînerait des conséquences excessives à son égard. Une disposition similaire est prévue à la demande du défendeur au pourvoi par l'article 1009-1 du Code de procédure civile.

\_\_\_\_\_